

3 - Pôle Ressources et moyens

31 - Direction des Finances

313 - TM

DECISION
REALISATION D'UNE LIGNE DE TRESORERIE DE 10 000 000 €
AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE

Le Maire de la Ville de Mulhouse,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2122-22,

VU les délibérations du 17 juillet 2020 et du 19 novembre 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil municipal au Maire et l'autorisant à procéder à la réalisation, au réaménagement et au refinancement des emprunts,

Après avoir pris connaissance en tous ses termes de l'offre et des conditions proposées par la Caisse d'Epargne,

Décide

Article 1 : Il est décidé de réaliser auprès de la Caisse d'Epargne une ligne de trésorerie d'un montant de dix millions d'euros, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Montant total : 10 000 000 euros

Durée : 12 mois

Objet du contrat : Financer les besoins de trésorerie courante

Tirage : les fonds sont mis à disposition par crédit d'office en J+1 pour toute demande adressée à la banque avant 16 heures 30 en J

Remboursement : les remboursements de fonds sont exécutés par débit d'office en J+1 pour toute notification adressée à la banque avant 16 heures 30 en J

Taux d'intérêt : Ester + 0,50%
indice réputé à zéro si négatif

Echéances d'intérêts :	périodicité trimestrielle
Commission d'engagement :	0,07% du montant total
Commission de non-utilisation :	0,07% annuel (calculée trimestriellement en fonction du montant non-utilisé)

Article 2 : Le Maire de Mulhouse ou son Adjoint délégué aux Finances, est autorisé à signer le contrat et est habilité à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site internet de la Ville de Mulhouse, insérée au registre des arrêtés et ampliation sera notifiée :

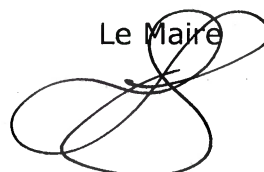
- au Sous-Préfet pour l'exercice de contrôle de légalité,
- au Secrétariat Général pour inscription au registre des arrêtés,
- à la Caisse d'Epargne.

Article 4 : La présente décision est susceptible de faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de son affichage, publication et notification :

- d'un recours gracieux auprès de Madame le Maire de Mulhouse,
- d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 5 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Mulhouse, le 28 JUIN 2024

Le Maire


Michèle LUTZ

